Geoffroy Roux de Bézieux au JDD : "Nous allons réexaminer notre présence dans tous les organismes paritaires"

Publié le 26 février 2019

Dans une interview au JOURNAL DU DIMANCHE Geoffroy Roux de Bézieux revient sur la négociation sur l'assurance-chômage. « Notre mission était impossible », affirme-t-il. « Depuis dix ans, les pouvoirs publics ont nationalisé l'assurance-chômage. Aujourd'hui, dernier clou dans le cercueil du paritarisme, on nous impose de négocier avec une lettre de cadrage ultra-encadrée ; (...) Ce ne sont pas les acteurs qui sont irresponsables, mais les règles qui les déresponsabilisent »

Dire « *que les partenaires sociaux se défaussent sur l'Etat est injuste* », ajoute Geoffroy Roux de Bézieux en citant en exemple le régime des retraites complémentaires qui « *fonctionne très bien* ». « *Cela étant, maintenant que c'est l'Etat qui fixe les règles, le régime ne peut pas continuer à fonctionner ainsi. Il s'agit de nos cotisations et de la politique de l'emploi* ». Geoffroy Roux de Bézieux ne veut pas que « *l'on tombe dans un système où l'on sert de caution comme à l'assurance-maladie. Si tel était le cas (...) nous quitterions l'Unedic !* » En attendant, il « *espère* » que « *cet échec va pousser les partenaires sociaux à une remise en question forte de leur train-train paritaire. Des postures, des habitudes ont été prises. Ce monde ne bouge pas à la même vitesse que le monde de l'économie. Au Medef, nous allons réexaminer notre présence dans tous les organismes paritaires* ».
Interrogé sur la taxation des contrats courts, « *ce n'était pas une négociation sur les contrats courts mais sur l'assurance-chômage », rappelle le président du Medef. « Penser qu'en les taxant on va créer de l'emploi est une erreur (...)Un bonus-malus ne fera pas baisser le chômage* ».
Autre sujet d'actualité, la fiscalité. Faut-il taxer les Gafa ? « *Le système fiscal a été pensé pour une économie matérielle. Il n'est plus adapté et crée des asymétries de concurrence. Le taux d'impôt sur les sociétés est de 12,5 % en Irlande, contre 33 % en France* », pointe Geoffroy Rox de Bézieux. « *La taxe Gafa (...) a des inconvénients car elle va toucher des sociétés françaises, mais nous la soutenons afin qu'un dispositif plus large soit adopté en Europe* », indique-t-il. « *Il faut aussi un taux plancher et plafond d'impôt sur les sociétés en Europe, pour que l'optimisation fiscale diminue ». En France, il faut notamment « continuer à diminuer l'impôt sur les sociétés et s'attaquer aux impôts de production* ». La « *plus mauvaise réponse » à la crise des Gilets jaunes « serait d'accroître la pression fiscale, y compris sur les plus riches. (...) On ne sort pas d'une révolte fiscale en augmentant les impôts* ».

>> Lire l'intégralité de l'interview sur le site du JDD